



## **Libérez les équipages de la Global Sumud Flotilla et notre collègue Émilien Urbach**

L'arraisonnement par l'armée israélienne dans la nuit du 1er au 2 octobre, dans les eaux internationales, 41 bateaux de la Global Sumud Flotilla chargés d'aide à destination de la bande de Gaza sous blocus, et l'arrestation des participants à cette mission humanitaire, dont notre collègue et camarade Émilien Urbach, journaliste à l'Humanité, constituent un crime contre la paix, contre la solidarité et une entrave inacceptable au libre exercice du métier de journaliste. Cet acte de piraterie d'État bafoue non seulement le droit maritime mais aussi le droit humanitaire international qui consacre la liberté de venir en aide à un peuple qui subit un génocide.

Cette flottille, avec ses chargements de vivres et de produits de première nécessité, n'a rien d'une provocation, comme le prétendent les autorités israéliennes, qui ont multiplié ces dernières semaines les menaces, les intimidations, les attaques de drones. C'est un cri d'humanité, un défi pacifique, non violent, au blocus illégal imposé depuis 2007 à la bande de Gaza et au peuple palestinien cible, dans cette prison à ciel ouvert transformée en cimetière, de bombardements ininterrompus, d'une famine organisée, d'une entreprise d'anéantissement.

Cette interception des bateaux de la Global Sumud Flotilla par les forces de sécurité israélienne n'est pas sans précédent. En 2010, l'attaque du Mavi Marmara par des commandos de l'armée israélienne avait fait neuf morts, mettant en lumière, déjà, la brutalité d'un État prêt à tout pour maintenir son emprise coloniale. Dans l'année écoulée, le Conscience, le Madleen et le Handala ont eux aussi été interceptés en toute illégalité.

À bord des bateaux de la Global Sumud Flotilla se trouvaient 400 militants pacifistes, des parlementaires, des médecins, des juristes, des journalistes, dont notre confrère Émilien Urbach qui couvrait cette mission humanitaire, et dont nous sommes sans nouvelles depuis jeudi à 3 heures du matin.

Cette agression contre l'idée même de solidarité signe également, avec l'arrestation des journalistes qui accompagnaient la flottille, une nouvelle atteinte inacceptable à la liberté de la presse, alors que les autorités israéliennes interdisent depuis le 7 octobre 2023 l'accès des journalistes étrangers à la bande de Gaza et que plus de 240 de nos confrères et consœurs palestiniens ont été délibérément assassinés par l'armée israélienne.

Ce scandale ne peut rester sans réponse. Face à ce forfait, les autorités françaises ne peuvent continuer à renvoyer leurs ressortissants engagés dans cette mission humanitaire à leur responsabilité individuelle, comme elles l'ont fait jusqu'à présent, en se contentant de déclarations de principes sur la protection consulaire. Le silence observé, jusqu'ici, par l'Élysée, Matignon et le Quai d'Orsay tient de la complicité tacite avec un régime qui, jour après jour, multiplie les crimes contre le peuple palestinien, piétine le droit international, se permet d'opérer des kidnappings dans les eaux internationales.

Devant l'inaction de la communauté internationale qui n'a pas su prévenir le risque de génocide, comme l'exigeait la Cour internationale de justice, les participants à la Global Sumud Flotilla ont fait entendre la voix de l'humanité, de la solidarité, de la fraternité, de la non-violence, de la justice et de la paix.

Nous exigeons la libération et le retour sans délai de notre collègue et camarade Émilien Urbach et de tous les équipages de la Global Sumud Flotilla. C'est le devoir de la France de s'engager en ce sens.

Le SNJ-CGT